



Les voyants de l'économie francilienne sont au vert

Au quatrième trimestre 2017, les différents pans de l'économie francilienne connaissent une dynamique favorable. L'emploi salarié marchand augmente de 0,5 % ce trimestre et de 1,9 % sur un an, une hausse annuelle record depuis les vingt dernières années. Tous les secteurs voient leurs effectifs progresser. Le taux de chômage (7,7 %) atteint son plus bas niveau depuis fin 2009. La création d'entreprises, y compris les micro-entrepreneurs, reste vigoureuse et le nombre de défaillances poursuit sa baisse. Par ailleurs, en 2017, la fréquentation touristique retrouve voire dépasse son niveau de 2015, avant les attentats.

Joseph Chevrot, Michèle Debosque, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France ; Benoît Trinquier, Directe Île-de-France

Emploi : progression soutenue au quatrième trimestre 2017, et record sur l'ensemble de l'année

Au quatrième trimestre 2017, dans le secteur marchand hors agriculture, la région Île-de-France compte 21 000 emplois salariés de plus qu'au troisième trimestre, soit une progression de 0,5 %, identique à celle de la France métropolitaine (figure 1). En un an, la hausse atteint 1,9 % et représente 78 000 emplois supplémentaires dans la région, contre 1,6 % en France métropolitaine (254 000 emplois de plus en un an). Cette progression annuelle est la plus forte enregistrée depuis une vingtaine d'années, dépassant légèrement le record de fin 2007. Elle est essentiellement portée par la construction (+ 4,4 %), l'hébergement et la restauration (+ 3,7 %), les services aux entreprises (+ 3,0 %) ainsi que l'information et la communication (+ 2,7 %). Tous les secteurs sont créateurs d'emplois, sauf l'intérim qui perd un millier de postes au quatrième trimestre (- 0,9 % contre + 2,1 % en France métropolitaine) et connaît une augmentation annuelle relativement faible depuis mi-2017. L'emploi dans l'industrie se stabilise depuis quelques trimestres.

Au quatrième trimestre, l'emploi salarié marchand progresse de 0,2 à 0,4 % pour six des huit départements franciliens. Les fortes hausses observées en Seine-et-Marne (+ 1,2 %) et les Hauts-de-Seine (+ 0,9 %) sont imputables à des transferts d'établissements depuis Paris (1 600 salariés d'une entreprise de gardiennage pour la Seine-et-Marne et installation du siège social d'une grande entreprise française pour les Hauts-de-Seine).

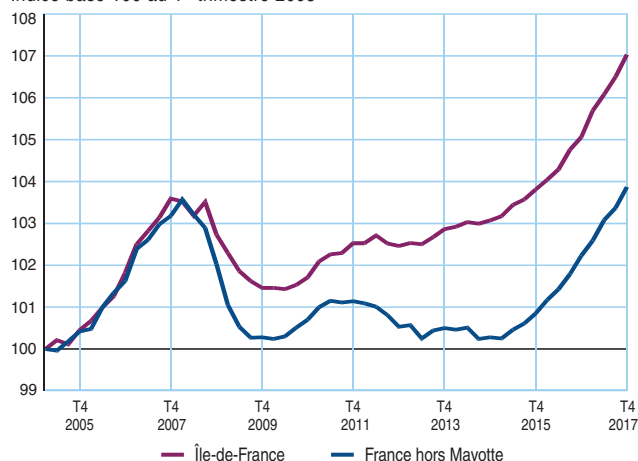
En Île-de-France, le secteur tertiaire marchand hors intérim reste le plus dynamique avec 17 000 emplois supplémentaires ce trimestre, soit un rythme similaire à celui de la France métropolitaine (respectivement + 0,5 % et + 0,4 %). Les secteurs qui contribuent le plus à cette progression sont les services aux entreprises (+ 8 700 emplois),

l'hébergement-restauration (+ 3 200) en lien avec la reprise touristique et l'information et la communication (+ 3 100) (figure 2).

Dans la construction, l'emploi salarié, relativement stable entre 2013 et 2016, a repris vigoureusement en 2017 avec la création de 4 200 postes en un trimestre et 11 500 au cours de l'année. La hausse trimestrielle est plus rapide (+ 1,6 %) que celle enregistrée en France métropolitaine (+ 1,0 %) à l'instar de la dynamique des mises en chantier de logements et de bureaux. En 2017, près de 40 % des emplois créés dans la construction en France sont des emplois franciliens.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

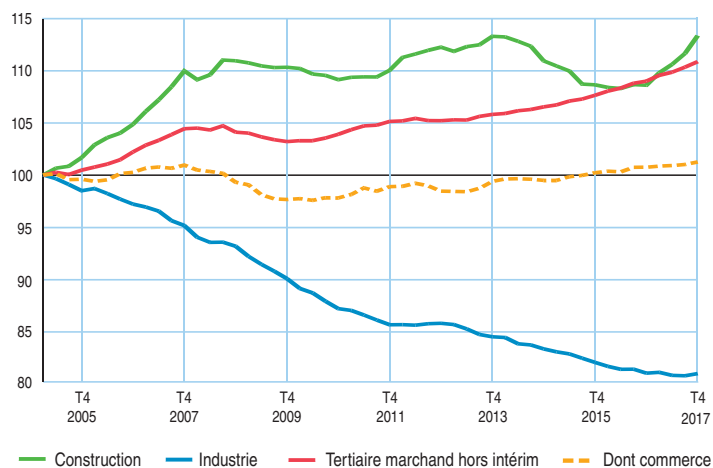


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affichées sont provisoires. Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee.

Avertissement - À partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acoff et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim). La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr notamment sur les effectifs salariés. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee contre nombre de postes pour les Urssaf) en raison des écarts de champ et de concept.

Sur le champ commun, les taux d'évolutions peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.

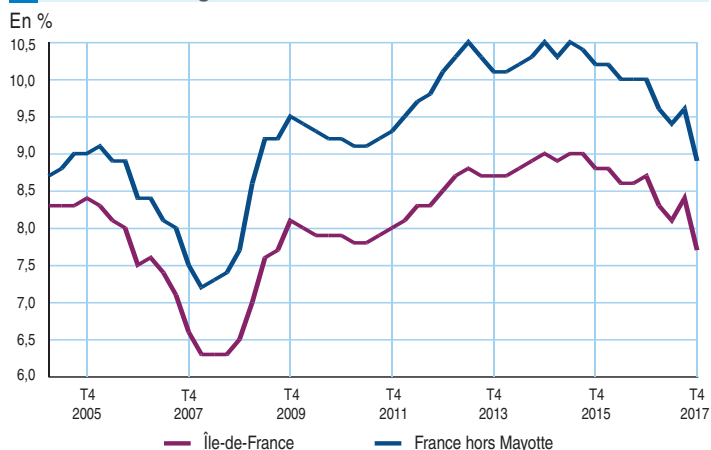
Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Forte baisse du chômage en 2017

Le taux de chômage francilien baisse de 0,7 point sur un trimestre et de 1,1 point en un an, au même rythme qu'au niveau national. Ce taux s'établit à 7,7 % de la population active et atteint son plus bas niveau depuis fin 2009, comme en France métropolitaine avec un taux de 8,6 % (figure 3).

En un an, le taux de chômage baisse dans tous les départements d'Île-de-France. Si la Seine-Saint-Denis reste le département le plus touché par le chômage, avec un taux de 12,4 %, elle n'en est pas moins le

3 Taux de chômage



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

département qui connaît la plus forte baisse avec - 1,4 point. Pour les autres départements de la région, la baisse est comprise entre 0,8 et 1,1 point.

Au quatrième trimestre, la demande d'emploi recule pour la seule catégorie A

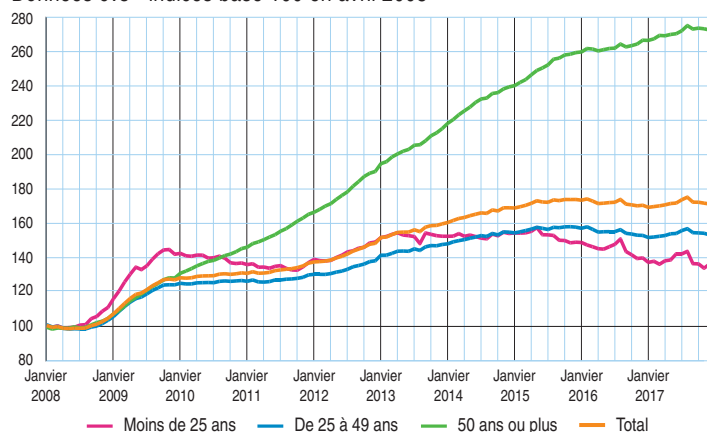
Après un repli au troisième trimestre (- 0,7 %), le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits à Pôle emploi (prenant en compte l'activité réduite) se stabilise au quatrième trimestre (+ 0,1 %) et atteint 989 560 personnes fin décembre 2017. Il diminue dans tous les départements franciliens à l'exception de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine (respectivement + 0,8 % et + 0,3 %).

Les demandeurs d'emploi de la seule catégorie A (aucune activité déclarée durant le mois précédent) représentent 67 % de la demande d'emploi globale (A, B et C). Leur nombre diminue de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 mais progresse de 0,4 % en un an (respectivement - 0,7 % et - 0,5 % au niveau national). Au sein de cette catégorie, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans connaissent une dynamique inverse. Leur nombre recule faiblement au quatrième trimestre (- 0,2 %) mais plus fortement sur l'ensemble de l'année (- 2,5 %, comme en France métropolitaine). La fin des dispositifs récents sur les emplois aidés et sur l'augmentation des entrées en formation (plan 500 000) peut contribuer à expliquer ce constat. S'agissant des seniors de plus de 50 ans, la tendance est la même que chez les jeunes au quatrième trimestre (- 0,2 %). Elle est en revanche nettement moins favorable sur l'ensemble de l'année : + 2,2 % en un an (figure 4).

Sur l'ensemble des catégories A, B et C, l'écart entre la demande d'emploi des femmes et des hommes se creuse à nouveau au quatrième trimestre en défaveur des femmes (+ 0,6 % contre - 0,4 % pour les hommes). Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis au moins un an) continuent d'augmenter sur trois mois : + 2,3 % contre + 1,7 % en France métropolitaine. Enfin, la plupart des catégories professionnelles et des métiers subissent une hausse de la demande d'emploi, à l'exception des ouvriers et des professions du bâtiment-travaux publics et de la maintenance.

4 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares.

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

- Banque de France : Patrick Jaby
- CESER : Mireille Flam
- Crocis de la CCI Paris Île-de-France : Mickaël Le Priol
- CRT : Aurelian Catana
- Douanes Île-de-France : Élodie Fradet
- Pôle emploi : Philippe Ricard
- PRIF : Christophe Centonze
- Région Île-de-France : Florence Rey
- Urssaf Île-de-France : Matthieu Goussot

5 Créations d'entreprises dans la région Île-de-France

| Créations d'entreprises | Septembre 2017 à janvier 2018 | | Évolution en glissement annuel (en %)* | | |
|---|-------------------------------|-------------------------------------|--|---------------------|------------------------------------|
| | Total créations | Part des micro-entrepreneurs (en %) | Total créations | Micro-entrepreneurs | Créations hors micro-entrepreneurs |
| Industrie | 1 879 | 36,4 | 5,1 | 3,5 | 6,0 |
| Construction | 5 733 | 25,2 | 13,2 | 19,1 | 11,3 |
| Commerce, transports, hébergement, restauration | 24 985 | 46,5 | 16,9 | 29,4 | 7,8 |
| Information et communication | 6 654 | 48,8 | 19,0 | 21,8 | 16,4 |
| Activités financières | 2 461 | 17,2 | 17,3 | 38,6 | 13,7 |
| Activités immobilières | 2 496 | 22,7 | 24,0 | 55,3 | 17,1 |
| Activités de services** | 26 416 | 62,4 | 23,0 | 34,7 | 7,5 |
| Enseignement, santé, action sociale | 8 644 | 71,7 | 7,6 | 15,4 | -8,1 |
| Autres activités de services | 5 863 | 67,6 | 14,1 | 12,4 | 18,0 |
| Total Île-de-France | 85 131 | 52,4 | 17,3 | 26,3 | 8,7 |
| Total France métropolitaine | 265 437 | 44,4 | 14,5 | 21,5 | 9,5 |

* Évolution du cumul de septembre 2017 à janvier 2018 par rapport au même cumul un an auparavant.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

La création d'entreprises : toujours dynamique et portée par les micro-entrepreneurs

De septembre 2017 à janvier 2018, plus de 85 000 entreprises ont été créées dans la région, soit une hausse de 17,3 % par rapport à la même période un an plus tôt (+ 14,5 % au niveau national) (figure 5).

Sur la période, ces créations d'entreprises, hors micro-entrepreneurs, poursuivent leur progression dans la région à un rythme (+ 8,7 %) comparable à celui de la France métropolitaine (+ 9,5 %). Pour les seuls micro-entrepreneurs, la progression atteint 26,3 % en Île-de-France contre 21,5 % nationalement. Dans la région, les micro-entrepreneurs deviennent majoritaires dans le volume des créations (52,4 % du total des créations contre 44,4 % au niveau national).

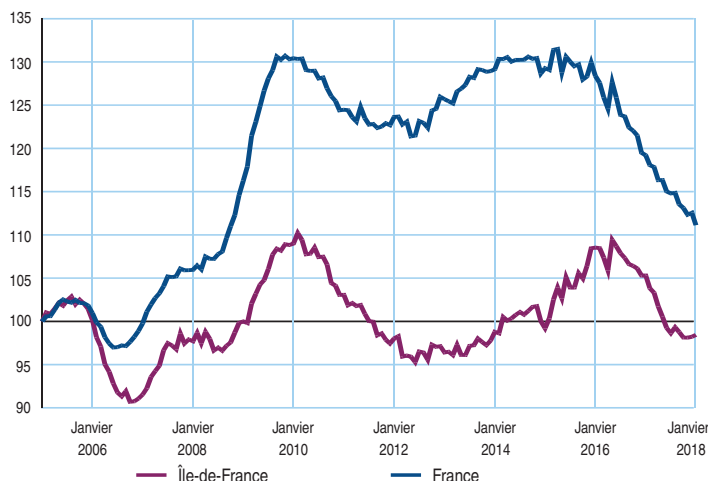
Depuis le mois de septembre 2017, le secteur « commerce, transport, hébergement et restauration » a créé 24 985 entreprises, avec près de la moitié des créations dans le seul secteur des transports, en augmentation de 18 % sur un an.

Moins de défaillances d'entreprises

À la fin janvier 2018, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées sur les douze derniers mois est le plus faible depuis décembre

6 Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes au 20 mars 2018, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France.

■ Insee Conjoncture Île-de-France n° 19 - Avril 2018

2013 (figure 6). Par rapport à janvier 2017, la baisse est de 6,5 %, contre 6,4 % en France métropolitaine.

Cette baisse concerne la quasi-totalité des secteurs, excepté celui des transports et entreposage, pour lequel les défaillances d'entreprises sont en hausse de 6,8 %.

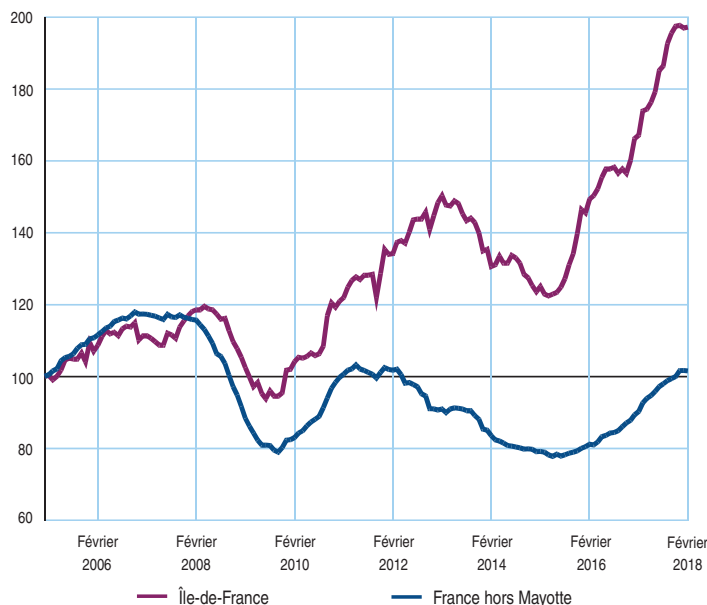
Logement : une dynamique qui se consolide

Entre février 2017 et janvier 2018, 101 000 logements sont autorisés à la construction en Île-de-France, soit une hausse de 15,4 % par rapport aux douze mois précédents (contre + 8,4 % au niveau national). Sur la même période, les mises en chantier de logements progressent à un rythme soutenu de 16,1 % contre 14,3 % au niveau national par rapport aux douze mois précédents. Ce sont ainsi 80 400 logements qui ont été commencés dans la région (figure 7). La cible annuelle du Schéma directeur de la région Île-de-France (Sdrif) de 70 000 logements est dépassée.

Fin janvier 2018, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction s'accroissent considérablement en Île-de-France sur un an : + 22,5 % contre + 8,8 % en France métropolitaine. La surface des

7 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDeS - base de données Sit@del2.

locaux dont la construction a démarré augmente de près de 40 % dans la région par rapport aux douze mois précédents, contre + 9,9 % au niveau national.

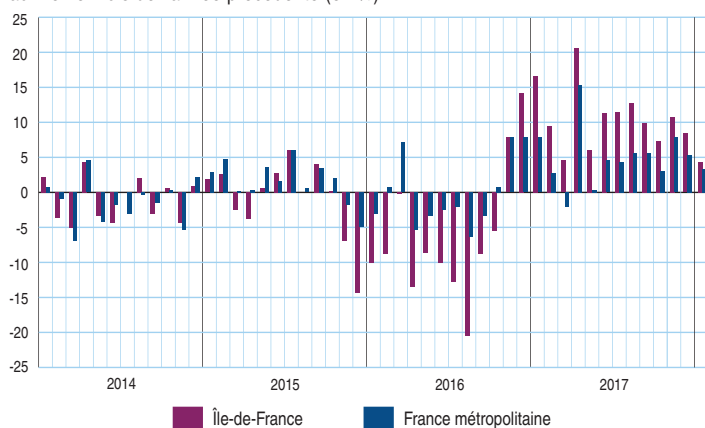
Au dernier trimestre 2017, les ventes de logements neufs sont en hausse par rapport au même trimestre de 2016 (+ 2,5 %), contrairement aux ventes au niveau national (- 2,8 %). Les prix de vente au m² des logements neufs ont augmenté de 0,4 % dans la région par rapport au quatrième trimestre 2016.

Une fréquentation hôtelière plus forte qu'en 2015

Entre avril 2017 et janvier 2018, les hôtels franciliens enregistrent 5,5 millions de nuitées de plus que sur la même période un an plus tôt, soit une hausse de 10,3 %. Pour évaluer la fréquentation touristique,

8 Évolution du nombre de nuitées hôtelières

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

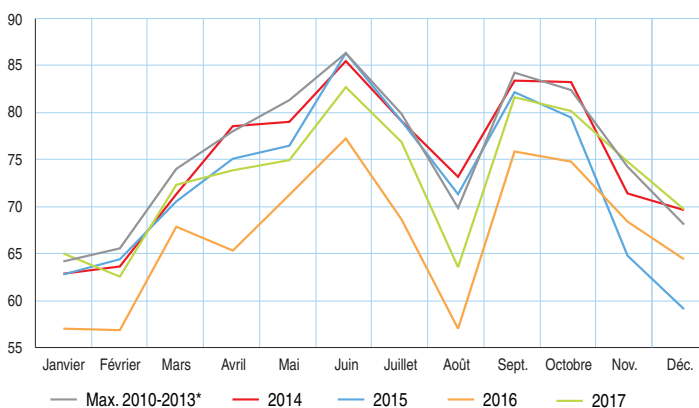
Contexte national

Investissement tonique, consommation en demi-teinte

En France, l'activité économique est restée dynamique au quatrième trimestre 2017 (+ 0,7 % après + 0,5 %), portée notamment par la vivacité de l'investissement privé et de fortes exportations. Dans un contexte de niveau élevé et toujours croissant d'utilisation des capacités de production, l'investissement des entreprises a en particulier progressé de 1,6 % au dernier trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2017, l'activité a crû de 2,0 %, rythme le plus dynamique depuis 2011. Début 2018, le climat des affaires reste à un niveau élevé, malgré un léger repli. Le PIB croîtrait à un rythme soutenu, mais un peu moins rapide (+ 0,4 % pour chacun des deux premiers trimestres), la production manufacturière freinant notamment au premier trimestre. L'emploi marchand progresserait solidement ; le taux de chômage, après sa très forte baisse au quatrième trimestre, resterait inchangé mi-2018. La consommation des ménages continuerait de progresser modérément alors que l'investissement en logement ralentirait franchement dans le sillage des permis de construire. À l'inverse, l'investissement des entreprises resterait tonique en réponse aux tensions sur l'appareil productif.

9 Évolution du taux d'occupation des hôtels en Île-de-France

En %



* Fréquentation maximale observée sur la période 2010-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

l'année 2015 peut constituer une référence, 2016 ayant subi une forte baisse de l'activité hôtelière consécutive aux attentats (figure 8). Or, la fréquentation de l'année 2017 est aussi supérieure à celle de 2015 (+ 1 750 000 nuitées, soit + 2,6 %). Au cours des dix derniers mois, la fréquentation des touristes étrangers augmente (1 million de nuitées supplémentaires, soit + 3,1 %) un peu moins que la clientèle des résidents (+ 1 200 000 nuitées, soit + 5,0 %), par rapport à la même période deux ans auparavant. Les taux d'occupation des hôtels au cours de chacun des trois derniers mois sont supérieurs de 10 points à ceux observés deux ans auparavant (figure 9).

Au cours des dix derniers mois, la clientèle européenne reste un peu moins présente qu'en 2015 (- 0,7 % pour un déficit de 120 000 nuitées). Les clientèles en provenance des pays en dehors de l'Union européenne renforcent leur présence (1 100 000 nuitées supplémentaires, soit + 6,8 %). ■

Contexte international

D'ici mi-2018, l'activité resterait dynamique en zone euro et accélérerait aux États-Unis

Fin 2017, l'activité a continué d'augmenter vivement dans la zone euro, a résisté au Japon et au Royaume-Uni mais, à l'inverse, a été moins dynamique qu'au troisième trimestre aux États-Unis. Le commerce mondial a rebondi en 2017, retrouvant un rythme inédit depuis le début des années 2000. Porté entre autres par les importations américaines, il serait encore solide en 2018.

Le chômage a retrouvé son niveau d'avant crise en zone euro et s'est établi au plus bas depuis 2000 dans les économies anglo-saxonnes. D'ici la mi-2018, l'inflation augmenterait modérément en zone euro et s'élèverait plus franchement aux États-Unis. L'activité américaine rebondirait d'ici le printemps, sous l'effet notamment des allègements d'impôts sur les ménages et les entreprises et de la relance budgétaire. En zone euro, l'activité garderait une cadence soutenue mais à un rythme un peu moins rapide que fin 2017, notamment en France et en Allemagne.

Pour en savoir plus

- Beatriz M., Cornuet F., Pouget J., Tallet F., « Investissement tonique, consommation en demi-teinte », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, mars 2018.
- Chevrot J., Debosque M., Deheeger S., Rabadeux D., « L'économie francilienne reste dynamique au troisième trimestre 2017 », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 18, janvier 2018.

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson

78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Dalila de Oliveira

ISSN 2416-8637

© Insee 2018